

Québec



Gouvernement du Québec
Ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et de la Révision permanente des programmes
Président du Conseil du trésor

Québec, le 31 mars 2015

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
1^{er} étage, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Leader,

Vous trouverez ci-joint la réponse à la question inscrite au feuillet le 17 mars 2015 et qui m'était adressée par le député de Bonaventure, monsieur Sylvain Roy.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Leader, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



MARTIN COITEUX

p. j.

Québec
4^e étage, secteur 100
875, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 5R8
Téléphone : 418 643-5926
Télécopieur : 418 643-7824
Courriel : cabinet@sct.gouv.qc.ca

Montréal
6^e étage, bureau 6110
380, rue Saint-Antoine Ouest
Case postale 329
Montréal (Québec) H2Y 3X7

**RÉPONSE À UNE QUESTION INSCRITE AU FEUILLETON LE
17 MARS 2015 ET ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PAR LE DÉPUTÉ DE BONAVENTURE**

Question 43

Dans un article du *Journal de Montréal* publié le 29 décembre 2014 et intitulé « Le bordel informatique prendra-t-il fin en 2015? », le président du Conseil du trésor déclarait, en réaction au gaspillage et aux dépassements de coûts constatés dans le projet SAGIR : « J'ai demandé qu'un audit soit fait sur les contrats en cours dans le projet. Ça va donner lieu à un rapport et à des recommandations que je m'attends à recevoir très bientôt. »

- Le président du Conseil du trésor a-t-il reçu le rapport dont il est question?
- Et, si oui, à quelle date?
- Peut-il le déposer à l'Assemblée nationale?

Réponse

En décembre 2014, un audit sur les contrats en cours dans le cadre de SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources) a été demandé afin de s'assurer que le processus de gestion contractuelle respecte les modalités contractuelles convenues aux contrats et les bonnes pratiques reconnues dans le domaine.

Le 19 janvier 2015, à la suite d'un appel d'offres sur invitation, la firme KPMG était retenue pour effectuer cet audit. Le mandat confié à KPMG se terminera le 30 avril 2015.